

# Après les vacances, place à l'excellence

Les premières mesures du fameux Pacte démarrent dès septembre prochain. Elles visent d'abord les écoles maternelles. Les générations nées en 2014 et après apprendront donc autrement. Du moins si les politiques ne détricotent pas tout dans les années à venir. - Texte: Catherine Ernens -

**N**otez ça dans vos journaux de classe. En septembre, l'enseignement francophone entame sa mue. Ou sa révolution. Mais là, les avis divergent. En attendant, les premiers établissements visés seront les écoles maternelles, où l'on comptera désormais plus d'institutrices et de puéricultrices. Dans les classes d'accueil, les petits arriveront désormais au moment de leurs trois ans. Et donc au fur et à mesure, tout au long de l'année. Jusqu'à présent, le dernier comptage se faisait en janvier pour déterminer le nombre d'institutrices. Et il était courant d'avoir fin juin des classes comptant jusqu'à 30 à 35 petits de trois ans pour un seul adulte.

Les directeurs, eux, recevront plus d'aide administrative. Aujourd'hui, une école fondamentale dispose, en moyenne, d'un tiers-temps comme aide administrative. Soit un plein-temps pour 1.000 élèves. À partir de septembre, chaque école pourra revendiquer un plein-temps administratif à partir de 500 élèves, avec la possibilité de se regrouper à plusieurs écoles pour y avoir droit. *"Le renforcement en moyens humains est le démarrage du Pacte d'excellence. Cela doit permettre un travail plus collaboratif entre professeurs et un changement d'attitude global. Un directeur qui a plus de temps, c'est un directeur qui a plus de leadership éducatif et pourra mieux développer son projet d'école. Ce sont les prémices et prémisses pour réussir la suite"*, explique

le porte-parole de la ministre de l'Enseignement, Marie-Martine Schyns (cdH). Enfin, la formation des futurs enseignants qui auront en charge les élèves depuis leur entrée dans l'école jusqu'à leur 3<sup>e</sup> secondaire est passée à quatre années. Avec revalorisation de leur salaire à la clé. Mais ils devront être mieux outillés en langue française et en savoirs pédagogiques et didactiques, entre autres. Voilà pour les premières mesures.

En principe, révolutionnaire donc. *"C'est la première fois qu'on reconçoit tout, du maternel au rénové. On touche à tout. C'est, en plus, un processus long de 13 ans qui doit s'accélérer en 2018-2019"*, explique Joan Lismont, président du secteur enseignement libre du Setca. Sur des rails, ce Pacte d'excellence? Tout dépend de la locomotive politique et du train de critiques qui arrive en sens inverse. *"Ici, je constate que l'opposition MR n'est pas dans le coup. On vote au printemps 2018. Dans les pays nordiques, il y a une permanence dans les décisions d'un gouvernement à l'autre. Pas chez nous. Le pacte pourrait être victime de la manière dont les politiques se saisissent de l'enseignement comme d'un élément de leur programme"*, prévient Joan Lismont.

Parmi les premiers concernés, le corps enseignant n'est pas non plus unanime. *"On nous présente le Pacte comme une coconstruction. C'est une blague. Seuls 1.000 enseignants sur les 120.000 ont été consultés. C'est peu. Pour reconstruire son enseignement, la Finlande, qu'on nous présente toujours en exemple, avait commencé par envoyer trois livres à chaque enseignant. Ils ont démarré avec la base, eux"*, dénonce Christophe Bodart, qui a lancé un groupe Facebook contre le Pacte, qui réunit aujourd'hui 24.000 membres.

Ce qui coince? Le collectif dénonce entre autres le plan de pilotage laissé aux mains de chaque école. Là où c'est dynamique, cela se passera bien. Là où l'ambiance est déjà mauvaise, beaucoup moins. *"Cela va augmenter les inégalités entre écoles"*,

annonce Christophe Bodart, tout en refusant aussi que les objectifs soient fixés d'en haut. *"Engager 1.100 personnes en plus dans les écoles en septembre, c'est insuffisant. Il en faudrait 16.000 de plus pour faire des classes de 12 élèves."* En réalité, le gros problème est celui de la confiance. *"Il n'y en a plus. On a souffert de toutes les réformes qui se sont mal passées. La dernière en date étant le cours de citoyenneté."* La ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns et le ministre-président de la Communauté française Rudy Demotte sont encore en plein "Pacte tour" pour remédier à cela. Une trentaine de rencontres rassemblant chaque fois quelque 200 à 300 personnes sur le terrain se déroulent en ce moment. Mais les esprits chagrins semblent rester fixés sur la destination finale, encore floue et inquiétante. ✱

**"On a souffert de toutes ces réformes qui se sont mal passées. La dernière: le cours de citoyenneté."**

# Ça va secouer

Le professeur Marc Romainville est l'un des pilotes du Pacte d'excellence. On essaie d'en comprendre avec lui les principaux objectifs.

## Le latin, vous le jetez?

**MARC ROMAINVILLE** - On ne le supprime pas. Il est jugé formateur pour tous les jeunes. Donc, il y en a pour tous alors qu'il n'existait plus qu'à travers les activités complémentaires. Évidemment, il n'y aura plus quatre périodes mais deux périodes de latin par semaine. Après le tronc commun, il sera possible de continuer le latin. Il y aura donc plus de latin mais moins poussé parce qu'on fait le choix d'une première langue moderne suivie depuis la 3<sup>e</sup> primaire et d'une seconde langue dès la 1<sup>re</sup> secondaire. L'horaire n'est pas extensible. C'est l'idée du tronc commun: outiller chaque citoyen quelle que soit sa formation ultérieure. C'est très important pour chacun d'avoir cette rigueur que forge le latin. Pourquoi le réserver à 33 % des élèves? Soit ça fait partie de la formation de base de tous, notre choix. Soit pour personne.

**Alors, c'est pour tout le monde la même chose. Pas d'élitisme, c'est ça?**

Les grands défenseurs du latin nous ont montré des écoles très défavorisées du centre de Bruxelles où des cours de latin fonctionnent. Le gros avantage du latin est que tous les enfants partent de zéro, le capital familial ne joue pas comme pour le français. Donc, c'est très égalitaire. On parle de latin pour tous parce que c'est un tronc commun pour tous.

## Quel est le sens de ce tronc commun?

Un des objectifs du Pacte est de favoriser une orientation positive. Les élèves en sections qualifiantes y sont uniquement pour des raisons négatives et n'y sont pas très motivés. L'objectif du tronc commun est de révaloriser les cours communs pour que le jeune puisse faire, à terme, un choix positif. On supprime les attestations restrictives. Peu de pays au monde font encore ça. On arrive comme ça à une dévalorisation de

la filière choisie uniquement par défaut. Avec le tronc commun, les élèves continueront à faire des maths, de la grammaire mais aussi des activités artistiques qui nécessitent aussi des efforts. Et au bout du compte, l'élève pourra dire "je me suis découvert un certain goût ou une aptitude pour..."

## C'est une révolution?

Ça va secouer, oui. L'opposition dit que ça va déstructurer, mais non! Déstructurer serait faire comme la Finlande qui abandonne un demi-jour par semaine toutes les disciplines pour un enseignement "par phénomène" où on traite hors disciplines d'une question. Nous n'allons pas jusque-là. Ceux qui rient au loup exagèrent. Ce qui me rassure, c'est que les critiques vont dans tous les sens. Je lis sur les réseaux sociaux qu'on a supprimé les cours de français au profit de petits cours. Du coup, les petits cours (art, sport...)

montent au créneau défendre leur pré carré. Il faut un arbitrage général.

## C'est un nivellement vers le bas?

On dit ça chaque fois. En 1980, quand Jules Ferry a voulu introduire l'école primaire pour tous en France avec du calcul, de l'écriture, cela a suscité les mêmes réactions: oh là, on va niveler vers le bas en donnant accès à des enfants à des connaissances dont ils n'ont pas besoin. C'est pareil aujourd'hui avec le latin, par exemple. Pour une fois, on a une réforme systémique, qui touche à tout, du maternel au spécialisé. Mais pour tout comprendre, il faut rentrer dans des dossiers techniques.

## En attendant, le redoublement est le sport favori de nos écoles...

C'est culturel, oui. On enseigne pendant l'année et après on vérifie. Si des difficultés apparaissent, on estime que le redoublement est "la" méthode pour un meilleur apprentissage. On est le seul pays au monde où quasi un enfant sur deux redouble, avec l'impact psychologique négatif qui va avec. L'enfant désinvestit l'école à cause de l'échec, donc ce n'est pas efficace. En 2030, il faudra parvenir à 25 % d'échecs à peu près. En Finlande, c'est 0 % d'échecs. Au Royaume-Uni, c'est environ 5 %. Nous avons de bons enseignants. Donc revoyons les pratiques en étant ambitieux. On a trop de jeunes qui n'obtiennent jamais un diplôme.

**On est le seul pays où 50 % d'enfants redoublent. En 2030, on vise 25 % d'échecs.**